Nombre de membres	
En exercice :	15
Présents :	10
Suffrages exprimés :	15
Pour :	15
Contre :	0
Abstentions :	0

DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES COMMUNE DE RONTIGNON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 16 février 2015

L'an deux mille quinze, le 16 février, à vingt heures, les membres du conseil municipal de la commune de Rontignon, légalement convoqués, se sont réunis dans le lieu habituel de leur séance, sous la présidence de monsieur Victor **Dudret**, maire de la commune.

Présents (10) : mesdames Maryvonne **Bucquet**, Brigitte **Del Regno**, Isabelle **Paillon**, Martine **Pasquault** et messieurs Romain **Bergeron**, Pascal **Comandon**, Victor **Dudret**, Patrick **Favier**, André **Iriart** et Georges **Metzger**.

Excusés (5) .. : madame Véronique **Hourcade-Médebielle** a donné pouvoir à madame Maryvonne **Bucquet**, monsieur Jean-Pierre **Barberou** a donné pouvoir à monsieur Georges **Metzger**, monsieur Tony **Bordenave** a donné pouvoir à madame Isabelle **Paillon**, monsieur Gérard **Schott** a donné pouvoir à monsieur Victor **Dudret** et monsieur Bruno **Zié-Mé** a donné pouvoir à monsieur André **Iriart**.

Secrétaire de séance : madame Maryvonne **Bucquet**.

DÉLIBÉRATION N°10 – PRESCRIPTION DE RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU).

Le maire expose l'intérêt pour la commune de réviser le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération le 27 mai 2013 et modifié le 22 mai 2014. Il convient en effet que le document d'urbanisme communal prenne en compte les évolutions législatives et réglementaires issues notamment de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Celles-ci visent à favoriser un urbanisme économe en ressources foncières, le développement des énergies renouvelables en vue de réduire la consommation énergétique et prévenir les émissions de gaz à effet de serre, à assurer un bon fonctionnement des écosystèmes, notamment par la prise en compte des continuités écologiques, et à retrouver une qualité écologique des eaux. Elles ont aussi pour objet la prévention des risques, la lutte contre les nuisances sous toutes leurs formes et une gestion plus durable des déchets.

Le maire expose également que la révision doit se faire selon les formes prévues à l'article L.123-13 du code de l'urbanisme et que les modalités de concertation avec le public, conformément à l'article L.300-2 du code de l'urbanisme, doivent être fixées dès la prescription de la révision.

Pour réaliser cette révision du plan local d'urbanisme (PLU), il propose d'utiliser le service d'urbanisme intercommunal de l'agence publique de gestion locale (APGL) dans les mêmes conditions que les collectivités plus importantes utilisent le service d'urbanisme dont elles disposent en propre. Ceci suppose cependant la conclusion d'une convention avec l'agence publique de gestion locale, dont le maire soumet le projet à l'assemblée, lui demandant de l'autoriser à la signer.

Le conseil municipal, ouï l'exposé du maire et après en avoir largement délibéré,

Considérant que la commune n'est pas dotée d'un service d'urbanisme susceptible de prendre en charge la révision du plan local d'urbanisme (PLU) mais peut disposer du service d'urbanisme intercommunal de l'agence publique de gestion locale (APGL) en temps partagé avec les autres collectivités adhérentes à l'agence,

DÉCIDE

- de prescrire la révision du plan local d'urbanisme (PLU) ;
- de préciser comme suit les objectifs poursuivis par le plan local d'urbanisme (PLU) :

La révision du PLU est rendue nécessaire pour prendre en compte le cadre législatif et réglementaire actuellement en vigueur évoqué ci-dessus, ce qui conduit notamment à devoir :

- prendre en compte la capacité des réseaux en place ou projetés, les projets d'aménagement du centre-bourg et de ses espaces publics, en cours d'étude, ainsi que le projet de réhabilitation de la friche industrielle de Vilcontal,
- réévaluer les conditions du développement démographique et économique communal en tenant compte notamment des contraintes environnementales (en particulier le site Natura 2000 "Gave de Pau" et le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI)), des contraintes agricoles, des caractéristiques paysagères et patrimoniales et de la situation sur les communes limitrophes,

- redéfinir en conséquence les secteurs destinés à l'extension de l'urbanisation et les possibilités de construire qui pourraient être offertes dans les espaces naturels ou agricoles ainsi que les modalités d'aménagement et d'équipement des zones constructibles.

Sera en outre pris en compte le schéma de cohérence territoriale du Grand Pau en cours d'élaboration.

- de fixer les modalités de la concertation avec la population comme suit :
 - durant toute la durée de la révision, une information sera assurée au travers du bulletin municipal indiquant les grandes étapes de la réalisation du document et précisant son état d'avancement ;
 - durant la phase d'études, des documents d'analyse de la situation communale seront mis à disposition du public à la Mairie et sur le site Internet de la commune. Ils seront accompagnés d'un registre permettant aux habitants et à toute autre personne concernée d'exprimer des observations ;
 - à l'issue du débat du conseil municipal sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables (PADD), ces orientations et une synthèse du diagnostic étant présentées lors d'une réunion publique. Le document présentant les orientations du PADD sera ensuite maintenu à disposition du public jusqu'à l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme (PLU), accompagné d'un registre ;
- de faire appel au service d'urbanisme intercommunal de l'agence publique de gestion locale (APGL) afin qu'il apporte une assistance technique et administrative à la commune pour la révision du plan local d'urbanisme (PLU) ;

AUTORISE le maire à signer la convention fixant les conditions de mise à disposition de ce service conformément au projet ci-annexé ;

SOLLICITE de l'État la dotation générale de décentralisation pour compenser la charge financière de la commune correspondant à la révision du document d'urbanisme ;

DIT que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré (compte 202).

Conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération est notifiée :

- au préfet des Pyrénées-Atlantiques,
- aux présidents du conseil régional d'Aquitaine et du conseil général des Pyrénées-Atlantiques,
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture,
- au président du syndicat mixte du Grand Pau compétent en matière de schéma de cohérence territoriale (SCoT),
- au président de la communauté de communes Gave et Coteaux,
- au président du syndicat intercommunal de l'eau potable (SIEP) de Jurançon,
- au président du syndicat intercommunal d'assainissement de Narcastet, Uzès, Rontignon,

Enfin, conformément à l'article R. 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Fait et délibéré à Rontignon le 16 février 2015
Le Maire,